



La digitalisation du reporting de durabilité Toujours au programme !

10 avril 2025 par Thomas Verdin et Olivier Cornet

Temps de lecture estimé : 4 minutes

Si le cadre du rapport de durabilité est amené à se simplifier avec le projet législatif européen « Omnibus », la digitalisation reste une étape incontournable dans la trajectoire de durabilité des entreprises. Outil de structuration et de transparence, elle ne doit pas être perdue de vue.

Une transformation dictée par la réglementation, mais pas uniquement

Lorsqu'on parle de durabilité, difficile de ne pas évoquer la directive CSRD et les normes européennes de durabilité – les ESRS –, sources de nombreuses discussions sur les contraintes qu'elles imposent aux entreprises. [L'Union européenne a pris conscience du besoin de simplification](#). Toutefois, le reporting de durabilité ne se limite pas à cette seule exigence réglementaire, les sociétés restant mobilisées pour communiquer sur leurs efforts durables. Or la digitalisation de ce message répond aux enjeux de transparence, de comparabilité et d'accessibilité des données : on n'imagine plus en 2025 se limiter au papier. **Digitaliser est indispensable pour l'analyse, le scoring et la prise de décision, mais aussi pour éliminer les risques liés à la ressaisie et à la traduction.** L'objectif est de passer du PDF statique à des formats dynamiques et interactifs, intégrables dans des bases de données ou des outils d'analyse avancés.

L'application de l'ESEF au reporting de durabilité ?

Le format électronique unique européen ESEF (*European Single Electronic Format*), actuellement utilisé pour les rapports financiers IFRS, est retenu par la

CSRD pour les données extra-financières. Les modalités de mise en œuvre font l'objet d'une consultation, ouverte en décembre 2024 sous l'égide de l'ESMA (Autorité européenne des marchés financiers). D'ailleurs, BM&A a participé aux réponses des associations XBRL France et XBRL Europe. L'enjeu a été de travailler avec des émetteurs, d'autres cabinets d'audit et de conseil, des fournisseurs de solutions informatiques et des analystes **pour proposer une mise en œuvre proportionnelle et pragmatique**, en tirant les leçons des limites observées dans l'application actuelle d'ESEF aux rapports financiers. Le reproche principal est la charge de travail pour les entreprises, sans que le produit de leurs efforts semble réellement utilisé.

Les propositions soumises à consultation envisagent d'ailleurs aussi une adaptation de la digitalisation des informations financières.

La taxonomie XBRL : un outil structurant et pédagogique

La taxonomie XBRL joue un rôle clé dans la digitalisation. L'EFRAG a publié une taxonomie pour les ESRS. Ce dictionnaire digital au cœur du format ESEF permet de structurer et baliser les données, facilitant leur exploitation tant par les humains que par les machines. Si son adoption ne contribue pas directement à la durabilité, elle apporte une clarté indispensable à valoriser les efforts ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance), et ainsi concourt à redoubler ces efforts. C'est pourquoi l'EFRAG a placé le digital et la taxonomie au cœur de ses travaux sur les ESRS. On sait toutefois que les premiers rapports de durabilité au titre de la CSRD ne sont pas digitaux. Ce n'est finalement pas si mal : **la mise en œuvre d'un échange digital requiert une approche progressive et une certaine maturité.** Au début, il est acceptable d'être moins précis et plus spontané. Le passage ensuite au digital favorisera des pratiques plus rigoureuses et structurées.

Bien que **le projet Omnibus** envisage des ajustements des obligations de reporting CSRD, **il ne remet pas en question l'objectif final d'un rapport digital.** Cela laisse aux entreprises la possibilité de progresser à leur rythme, tout en anticipant cette cible. S'y préparer à l'avance, même modestement, permettra d'éviter des coûts supplémentaires liés à une adaptation précipitée. Il est recommandé de familiariser les équipes avec la taxonomie XBRL, d'expérimenter des outils adaptés et de s'inspirer des pratiques d'autres entreprises déjà engagées dans cette voie. Quelques groupes enthousiastes se sont prêtés volontairement au jeu, et leur exemple pose une base de comparabilité pour les données CSRD. Ces rapports, et la lecture de la taxonomie – qui donne la liste des indicateurs à reporter de façon

plus simple et directe que ne le font les normes ESRS – sont d'excellents points de départ pour préparer son propre état de durabilité !

Un conseil : intégrer progressivement les outils numériques

Bien que le projet Omnibus envisage des ajustements des obligations de reporting CSRD, il ne remet pas en question l'objectif final d'un rapport digital. Cela laisse aux entreprises la possibilité de progresser à leur rythme, tout en anticipant cette cible. S'y préparer à l'avance, même modestement, permettra d'éviter des coûts supplémentaires liés à une adaptation précipitée. Il est recommandé de familiariser les équipes avec la taxonomie XBRL, d'expérimenter des outils adaptés et de s'inspirer des pratiques d'autres entreprises déjà engagées dans cette voie. Quelques groupes enthousiastes se sont prêtés volontairement au jeu, et leur exemple pose une base de comparabilité pour les données CSRD. Ces rapports, et la lecture de la taxonomie – qui donne la liste des indicateurs à reporter de façon plus simple et directe que ne le font les normes ESRS – sont d'excellents points de départ pour préparer son propre état de durabilité !

L'équipe ESG de BM&A est disponible pour vous aider dans l'appréhension des exigences CSRD et des ESRS. L'équipe BM&A RegTech apporte son expertise de la taxonomie et des enjeux digitaux. N'hésitez pas à nous contacter pour échanger sur ces sujets.

¹ ANC, règlement 2024-07 du 6 décembre 2024 relatif à la distinction dettes – autres fonds propres, en cours d'homologation, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026.